

EDITORIAL



Par **Nicolas Le Quintrec**
Secrétaire fédéral
à l'Économie et à l'Emploi

Pour un autre mode de développement

Les conditions du progrès du 21^{ème} siècle passent par la réduction des gaz à effet de serre et par l'optimisation des ressources. Depuis le sommet de Rio, les pays occidentaux n'ont pas tenu leurs engagements. A Copenhague, ce bilan sonnera comme un aveu d'échec.

Les territoires seront appelés à se (re)mobiliser pour répondre à l'urgence climatique et à penser un autre modèle de développement.

Dès 2004, sous l'impulsion de Jean-Yves Le Drian, la Région Bretagne s'est engagée dans cette voie en adoptant un Agenda 21, en créant l'EPFR, etc... Depuis la logique des Grenelle 1 et 2 instaure un cadre national qui permet, à tous les échelons territoriaux, d'agir pour préserver la planète. L'enjeu est de sacrifier le droit d'user de ce bien commun sans compromettre l'avenir.

Certains préconisent la décroissance. Pour ma part, je me réfère à la notion de développement durable. Si la décroissance en matière de consommation d'énergie fossile peut s'entendre, il en est tout autre quand il s'agit de civilisation. La culture ou bien encore la science ont une perspective indéfinie.

Cependant, concevoir la croissance comme unique facteur de relance est une erreur. Nous ne pouvons pas non plus cautionner la laisser-faire et le consumérisme qui ont conduit à l'effondrement de ces derniers mois. Il convient de rechercher un juste équilibre. Le social et l'écologie demandent de la régulation. Les territoires aspirent à une redistribution équitable au moment où le capitalisme les met en concurrence.

Plus que jamais, nous devons réaffirmer la stratégie d'ancrage territorial, pour une réelle décentralisation mais aussi pour retisser le lien entre le monde de l'entreprise et le territoire. Depuis six ans, l'équipe Le Drian a su mettre les forces vives bretonnes en mouvement. Il faut poursuivre cette initiative. De cette mobilisation viendra se greffer les projets, les investisseurs et les financements. C'est l'enjeu d'une approche ascendante et transversale à partir de la région, elle-même en lien étroit avec les autres échelons locaux, nationaux et internationaux.

Le mode de développement ne peut plus être conforme à celui d'hier. Nous devons le concevoir comme la synthèse entre le progrès social (émancipation de l'Homme), le développement durable (équilibre des 3 piliers) et le fait territorial. Une liste régionale ouverte à des personnalités locales va dans ce sens et facilite la mise en perspectives politiques de cette synthèse. C'est l'atout des futures victoires électorales.

Projet breton Bretagne durable et solidaire

Dans le cadre du Breizh storming initié par Jean-Yves Le Drian et les socialistes bretons, 300 personnes ont planché le samedi 14 novembre à Saint-Brieuc sur la "Bretagne durable". Les participants ont souhaité un projet régional de "développement durable et solidaire" ; autrement dit, une politique qui prenne en compte les enjeux locaux et mondiaux aux plans économique, social et écologique. Concrètement, Jean-Yves Le Drian a proposé de construire une "région éco-pionnière" dans plusieurs domaines : recherche, énergies, matériaux, biodiversité, aménagement... Des informations complémentaires sont aussi disponibles sur forumbretagnepour tous.org et ps56.fr

Prise de conscience

Depuis quelques années, les citoyens et les acteurs ont davantage pris conscience des conséquences de la "pensée libérale et consumériste" : accroissement des inégalités sociales dans le monde, financiarisation de l'économie, rémunérations outrancières de certains grands patrons, épuisement progressif des énergies fossiles, processus de désertification, politique de déforestation, menaces sur la biodiversité, impact du réchauffement climatique, etc. Par conséquent, les participants ont exprimé une volonté forte : mettre le "progrès" dans toutes ses dimensions (social, scientifique, technologique) au service d'un développement humain et écologique. Avec de nouveaux indicateurs à prendre en compte comme l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et le bien-être d'une manière générale.



Débats productifs

Durant cette matinée, les quatre ateliers ont porté sur l'eau, le réchauffement climatique, le patrimoine et la biodiversité, le cadre de vie et l'écologie urbaine. De manière transversale, voici quelques suggestions exprimées lors des débats : structuration d'un pôle fort en éco-industries (nouveaux matériaux, nouvelles productions, nouveaux réseaux), création de fonds d'investissement sur les énergies renouvelables (ouverts, en fonction des

"fonds", aux entreprises, aux collectivités et aux particuliers), développement et simplification des dispositifs d'aides sur ce même sujet (éolienne(s) à domicile, "maisons passives"), aides au financement de postes d'économies de flux dans les intercommunalités (la Ville de Lorient a divisé par sept en 20 ans sa consommation d'eau), expérimentations "eau" et "gestion des fonds européens" (dont la PAC) par la Région Bretagne, etc.

(suite page 2)



3^{ème} Forum régional Une Bretagne dynamique pour tous

Economie - Attractivité du territoire - Emploi - Entreprises

Samedi 28 novembre 2009
9h30 à 16h00 - Concarneau

(Voir programme et inscription en supplément de ce numéro du Rappel)

4^{ème} Forum régional Une Bretagne vivante pour tous

Territoires - Identités - Santé - Jeunesse - Culture - Logement

Samedi 5 décembre 2009
9h30 à 16h00 - Vannes (Palais des Arts et des Congrès)

(Programme et inscription seront adressés par courrier à l'ensemble des adhérents)

Régionales : les formations militantes sur les rails



Après la présentation des institutions régionales par Hélène Brus - SF à la Formation, Odette Herviaux et Kaou Hulaud, Vice-présidente et Conseillère régionale sortantes ont dressé le bilan de la mandature écoulée et les perspectives à venir. Ici à Lorient le 9 novembre.

Les premières réunions de formation militante se sont tenues à Lorient et Le Faouët, les 9 et 12 novembre. A l'heure où nous bouclons ce numéro du Rappel, il reste deux sessions à Arradon le 19 novembre et à Pontivy le 26. Ces réunions ont permis de faire le point sur les institutions de la Région, par une projection commentée par **Hélène Brus** - Secrétaire fédérale à la Formation. **Odette Herviaux** - Vice-présidente sortante et Directrice de la campagne régionale, accompagnée de **Conseillers régionaux morbihannais**, a dressé un bilan de la mandature, en rappelant les grands dossiers menés à bien (EPFR, BGV, recherche-innovation, développement durable...). Elle a également esquissé les grands axes du projet et les enjeux de la prochaine mandature.

**Dernière formation militante sur la Région Bretagne :
Jeudi 26 novembre - Pontivy
(Palais des Congrès) - 20h30**

Compositon de la liste morbihannaise : vote des militants le jeudi 3 décembre

Après les réunions de section et des bureaux de circonscription, la Commission électorale ainsi que le Conseil fédéral doivent se réunir le lundi 23 novembre pour proposer une liste départementale de 18 candidat(e)s.

Après envoi de la(les) liste(s) à l'ensemble des adhérents, ceux-ci sont invités à voter dans l'ensemble des sections du Morbihan :

**Jeudi 3 décembre
de 17h à 22h**

(sauf précision horaire communiquée par le secrétaire de section)

Les lieux de vote seront communiqués par la Fédération dans le courrier qui accompagnera la présentation de liste. La Convention fédérale se réunira le 4 novembre pour ratifier le vote des adhérents.

REGIONALES

Projet breton Bretagne durable et solidaire (suite)



Région éco-pionnière

Lors de son discours de clôture, Jean-Yves Le Drian a d'abord rappelé les batailles menées par les socialistes et la majorité régionale : le plan ferroviaire breton (TGV, TER, réflexion sur le fret), l'établissement public foncier (en cours de création après six années d'obstruction de l'UMP), la stratégie "énergies renouvelables" (l'éolien terrestre est passé de 45 à

1000 MW depuis 2004 conformément aux objectifs fixés), le développement d'une filière alimentaire animale sans OGM, l'Agenda 21 de la Région Bretagne, etc. Il a ensuite confirmé un engagement très marqué en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique : premier sommet mondial des régions à St-Malo en 2008, implication personnelle qui a permis l'implantation de Climats à Brest (agence de l'ONU sur le climat) et participation active au sommet de Copenhague. Enfin, il a fixé des perspectives pour le prochain projet breton : nouveau type de croissance "verte", politique de recherche et d'innovation

"écologique" ("éco-savoirs"), engagement des collectivités bretonnes sur le climat et la biodiversité, nouveau lien entre "politique territoriale" et dispositif "éco-faur" (qui a bénéficié à 250 communes durant ce mandat), "bouquet énergétique" breton (énergies marines par exemple), équilibre des territoires et des agglomérations, etc. Rendez-vous désormais à Concarneau et Vannes pour continuer à réfléchir et proposer, avec les Bretons et pour les Bretons.

Plus d'infos sur internet
(comptes-rendus des forums, vidéos des discours de Jean-Yves Le Drian) :
www.forumbretagnepour tous.net

La campagne sur Facebook :
Bretagne solidaire, créative et responsable
avec Jean Yves Le Drian

Collectif "Maternelles en danger" Une conférence sur la scolarisation en maternelle



La scolarisation en maternelle
Conférence organisée par le
Collectif « Maternelles en danger »
Samedi 28 novembre
De 9h30 à 12h
Palais des Congrès de
Pontivy

Le collectif "Maternelles en danger" invite les parents, les maires et les élus ainsi que les enseignants à participer à cette conférence-débat sur la question de la maternelle et de la scolarisation des enfants de moins de trois ans. Elle sera animée par Sylvie Chevillard, conseillère pédagogique, membre de l'équipe ESCOL (Paris 8) et responsable nationale du GFEN.

Les **mobilisations importantes des élus, des parents et des enseignants** (plus de 600 délibérations des CM, Conseils généraux et régional, mobilisations devant les écoles, manifestations, plus de 12 000 personnes, conférences de presse, cartes postales pétitions) ont réussi à imposer la réalité de la scolarisation des

enfants de deux ans en Bretagne.

Le temps où les inspecteurs de l'Education nationale rayaient (parfois au stylo rouge) les élèves des listes matricules des écoles est derrière nous. Le droit à la scolarisation à deux ans s'est imposé et ne semble plus ouvertement, ou du moins publiquement, contesté. Le Recteur d'Académie, les Inspecteurs d'Académie, aujourd'hui se réfugient derrière une lecture de la loi, des décrets et circulaires pour continuer à essayer de restreindre l'accès à ce niveau d'enseignement par la notion de capacité d'accueil.

A la rentrée, le Collectif a lancé sur la Bretagne, une campagne de signatures de cartes postales adressées au Ministre exigeant des conditions de scolarisation de qualité pour tous les élèves fréquentant l'école. Ces cartes postales pourront être remises lors de la conférence. Elles seront remises aux ministres lors d'une audience.

Le Collectif souhaite aussi lors de cette conférence, démontrer que la maternelle est une véritable école et non un réservoir de postes. La question de la scolarisation et de la maternelle nécessite donc une approche et une réflexion pédagogique qui n'existe plus au niveau de l'Education nationale. **La maternelle est une des conditions de la réussite de tous les élèves, ambition que nous portons pour l'école.**

Nous appelons donc, avec le Collectif, à **assurer le succès de cette rencontre, non seulement en y participant mais aussi en y invitant les parents et les élus.**



"Miser sur l'éducation, c'est miser sur l'avenir"

Depuis quelques années maintenant la majorité actuelle essaie par tous les moyens de réduire les services publics. Il nous fait croire que c'est pour réduire les impôts. Ceci se traduit par la disparition d'unités dans nos communes ou la réduction des services. Mais quand ce service public disparaît, soit il faut le remplacer, soit il faut faire de plus en plus de distance pour en bénéficier. Et ceci a un coût. La soi-disant économie sur les impôts devient une charge pour les communes ou pour les particuliers. Où est l'économie pour le contribuable ?

Avec le projet de refuser les enfants de moins de trois ans à l'école, c'est la même chose. Les enfants seront gardés par des nourrices ou des crèches. Pour les parents contribuables où est l'économie ?

Mais le plus important reste l'accueil de nos enfants. Sans mettre en cause le travail formidable réalisé par les assistantes maternelles, la prise en charge dans les écoles reste une chance pour nos jolies têtes blondes qui profitent d'une prise en charge par des professionnels reconnus. Cet accès "précoce" à l'école leur profite tant dans la socialisation que dans l'apprentissage rudimentaire. Il s'agit de fabriquer un socle solide sur lequel nos enfants pourront construire leur éducation et leur savoir. Nous, socialistes, pensons que miser sur l'éducation c'est miser sur l'avenir.

Claudio Jelcic
Secrétaire fédéral à l'Education

20 ans après, toujours des murs entre les hommes

Il y a vingt ans tombait le mur de Berlin. Quel symbole et quel bonheur pour le peuple allemand de se réunir alors. On espérait une mondialisation qui réouvrirait bien des frontières, à l'image de ce qui se passait au sein de l'Union européenne.



Mais aujourd'hui des murs sont toujours là (comme celui entre les deux Corée) et certains ont même été érigés (comme celui séparant Israël des territoires palestiniens, condamné par la Cour Internationale de Justice et l'ONU).

Il y en a qui sont d'abord **des frontières** (comme ceux de Chypre, du Cachemire ou de Belfast) et d'autres qui marquent surtout un **repli sur soi** (comme celui entre les États-Unis et le Mexique ou la barrière de Ceuta/Melilla en Espagne, mais sur le continent Africain). Tous se caractérisent par **une peur du voisin et la volonté de s'isoler**, de rester entre semblables.

Construire un mur, c'est cacher de sa vue un voisin dont la présence est devenue politiquement insupportable. C'est **renoncer aux solutions politiques et humanistes** pour s'enfermer dans des positions définitives et bloquées.

En plus d'être là pour séparer les Hommes ou les retenir, ils sont **la cause indirecte de milliers de morts**. Ces barrières infranchissables incitent de nombreuses personnes à passer les frontières par

les mers, sur des embarcations de fortune, ou par les airs, dans des conditions toujours plus folles et plus dangereuses.

Chaque mur traduit **l'échec du dialogue, du politique**. Chaque mur marque de sa sinistre présence la victoire des rancœurs, de l'intolérance et de la brutalité. **Un mur n'a jamais résolu le moindre problème, il ne prétend que le contenir**. Ce qui se conçoit d'une prison ne devrait pas être envisageable pour une région, un pays.

Un mur, c'est la politique du court terme, or retarder n'est pas empêcher. On n'entrave pas le cours de l'histoire et la soif de liberté, de survie, avec du béton et des barbelés. Ceux qui construisent les murs construisent un **message politique brutal et démagogique**.

Aujourd'hui, si les marchandises et les flux financiers disposent d'une totale liberté de circulation, il n'en est rien concernant les Hommes.

Cette mondialisation purement économique n'est pas la marque d'identités qui se mélangent et se grandissent de ce métissage. Elle se caractérise plutôt **par un repli identitaire et une peur de l'autre grandissant**. Le mur de la honte en Israël en est un exemple évident, mais chez nous,

les **périphériques, les barres HLM et les quartiers riches et pauvres** de plus en plus isolés les uns des autres en sont aussi une traduction...

Enfin, le **débat lancé par Éric Besson**, qui lie de façon scandaleuse **l'identité nationale à la lutte contre l'immigration**, qui nie l'évolution de l'identité par le brassage culturel, nous révèle finalement qu'**aucune leçon n'a été tirée de la chute du mur de Berlin**.

Rappelons ce que **François Mitterrand disait au Parlement européen le 17 janvier 1995** : *"Chacun voit le monde de l'endroit où il se trouve, et ce point de vue est généralement déformant. Il faut vaincre les préjugés. Il faut vaincre son histoire, sinon, il faut savoir qu'une règle s'imposera : le nationalisme et le nationalisme c'est la guerre"*. Monsieur Besson n'a rien compris et, avec lui, ceux qui se réjouissent de la chute d'un mur alors même qu'ils en construisent mille autres. Ils seraient plus inspirés de se taire que de pérorer sur le sens de cet événement duquel, à l'évidence, ils ont été incapables de tirer la moindre leçon.

Franck Dagorne
Secrétaire fédéral
à la Formation professionnelle

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Faut-il supprimer la célébration du 11 novembre ?

Ce 11 novembre célébrant la fin de la première guerre mondiale de 1914 à 1918 fut de nouveau l'occasion de grande cérémonie avec une prétention certaine de Nicolas Sarkozy d'entrer dans la mémoire collective au même titre que la poignée de main symbolique entre Kolh et Mitterrand.

Pour autant, cette mémoire s'estompe, ne serait ce que parce que le dernier des poilus, Lazare Ponticelli, est mort en mars 2008. Il reste les souvenirs des enfants des combattants ayant vécu des pertes irremplaçables, des chagrins douloureux.

Il ne s'agit donc pas ici de renier cette mémoire mais bien de la faire évoluer dans le sens du pardon envers l'autre, mais aussi de la construction d'une Europe tournée vers l'avenir.

Continuer à fêter le 11 novembre, c'est remuer éternellement le couteau dans la plaie, c'est faire resurgir ce que l'Europe a eu de pire,

sans pour autant apporter une compréhension supplémentaire des événements.

Sans revenir sur l'histoire de la première guerre mondiale, il s'agit avant tout d'une conquête de territoire plus qu'une guerre d'idée, fondée sur des principes, comme l'avait fait remarquer en son temps Jaurès, qui a payé ce combat pour la paix de sa vie.

L'idéal serait donc de remettre en cause la célébration de cette date, la mémoire des combattants ne serait pas perdue puisque resteraient les nombreux monuments aux morts présents dans chaque commune, signe du lourd tribut que la France, mais aussi ses alliés, ont dû payer.

Des propositions sont faites pour changer la signification de la date, en en faisant la journée de l'amitié franco-allemande. Fausse bonne idée puisque ce serait là confondre les histoires. C'est, en plus, faire de cette date une date anniversaire

artificielle puisque le lendemain de la première guerre ne fut pas les prémices de la paix mais bien de la colère et du ressentiment.

Le 9 novembre 1989 apparaît être une date plus appropriée. D'abord parce qu'il s'agit de la fin des régimes totalitaires en Europe, le fascisme et le nazisme en 1945 puis le communisme en 1989.

C'est aussi le jour où l'Europe s'est retrouvée et cela a permis, ensuite, de bannir le spectre de la guerre sur le vieux continent. Tout du moins, en Europe de l'ouest, il ne faut, en effet, pas omettre le conflit qui a eu lieu dans les balkans.

Le changement de date serait, au final, une conclusion logique de la construction européenne se fondant sur une volonté de pacifier le continent et non sur la nostalgie d'un passé terminé.

Jeremy Gaultier
jemi3@wanadoo.fr

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 19 novembre - Lorient
Conseil municipal

Vendredi 20 novembre - Lorient
UBS - Fête des sciences

Samedi 21 novembre - Lorient
Rencontre sur l'avenir de la pêche

Lundi 23 novembre - Vannes
Réunion du Conseil fédéral

Mardi 24 novembre - Lorient
Conférence sur les Droits des enfants

Samedi 28 novembre - Concarneau
Forum régional sur la "Bretagne dynamique"

Dimanche 29 novembre - Lanester
Fête de l'Huma Bretagne

Lundi 30 novembre - Vannes
Réunion avec les secrétaires de section

Jeudi 3 décembre - Lorient
Vote sur la liste socialiste régionale

Vendredi 4 décembre - Lorient
Inauguration du nouveau siège de la Fédération
Convention fédérale de ratification de la liste PS

Samedi 5 décembre - Vannes
Forum régional sur la "Bretagne vivante"

Mercredi 9 décembre - Paris
Salon nautique

Identité nationale : les contributions au débat sur www.ps56.fr

Retrouvez les contributions des socialistes morbihannais au débat sur l'identité nationale sur le site internet de la Fédération. Franck Dagorne et Marc Lorey y signent notamment deux tribunes dans lesquelles ils font part de leur regard sur ce débat lancé par le gouvernement.

Newsletter de la Fédération

Depuis la rentrée de septembre, la Fédération adresse régulièrement une newsletter éditée sur la plateforme du site internet www.ps56.fr. C'est par ce biais qu'est désormais adressé le Rappel du Morbihan sous forme numérique. Si vous n'êtes pas destinataire de cette lettre, c'est que votre adresse courriel n'a pas été enregistrée à la Fédération. Vous pouvez nous la communiquer sur fede56@parti-socialiste.fr

La parole de l'Etat

Chaque atmosphère au congrès des Maires de France, de mémoire d'Élu on n'avait jamais assisté à une telle bronca vis-à-vis du gouvernement et un tel rejet de projets qui pourraient remettre en cause les bases même de la République.

C'est un profond ras-le-bol qui secoue la France profonde, devant des réformes dont ses élus n'acceptent pas le dictat de Nicolas Sarkozy, ni sa politique de démantèlement des services publics. Malgré des promesses qui n'engagent que ceux qui les écoutent et fort d'expériences passées, les élus de tout bord politique n'ont plus aucune confiance dans un gouvernement que même sa base rejette.

Si l'on voit bien à quoi peut servir la suppression de la taxe professionnelle, on voit tout aussi bien qui devront payer pour la remplacer, à savoir les familles. Tous les élus qui se coltinent au jour le jour les méfaits de la politique sarkozienne commencent à en avoir marre des réformes arbitraires, inadaptées et imposées sans aucune concertation au nom du bon vouloir d'un chef de parti qui n'accepte plus aucune contestation.

Le lapin posé aux maires par Nicolas Sarkozy montre qu'il ne se sent plus bien dans ses baskets, lui qui adore pourtant les bains de foule, à condition que celle-ci soit exclusivement UMP. Quand on prend des décisions, il faut les assumer et ne pas se cacher derrière ses ministres. Quand il s'agit de se pavaner devant les grands de ce monde ou devant des militants godillots encadrés par autant de CRS ou de gendarmes, il est en première ligne, mais quand il faut affronter les contestataires de sa politique il n'y a plus personne.

François Fillon a donc dû aller au charbon et affronter une salle chauffée à blanc en exprimant sous les sifflets son profond respect pour les élus locaux. M. le Premier ministre, vous savez ce qu'ils vous disent les élus de la République. Malgré une impopularité croissante François Fillon s'est dit déterminé à maintenir le cap en restant sourd aux revendications des élus locaux. Il faudra bien quand même que le gouvernement et le Président entendent le bruit sourd du pays qu'on enchaîne.

Le Cormoran

La Région Bretagne, un acteur global dans la lutte contre le changement climatique

Les négociations internationales sur la lutte contre le changement climatique, organisées sous l'égide de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) créée en 1992, ont pour objectif de parvenir à un accord à la 15^{ème} Conférence des Parties qui aura lieu à Copenhague du 7 au 18 décembre prochains.

Cette date butoir avait été fixée lors de la conférence de Bali qui s'était tenue en décembre 2007. Pour les deux années qui séparaient Bali de



Copenhague, un plan d'action avait par ailleurs été établi, que deux groupes de travail – l'un sur la coopération à long terme et l'autre sur les engagements relatifs au protocole de Kyoto – devaient mettre en œuvre autour de quatre éléments clés : 1) l'atténuation des effets du changement climatique, 2) l'adaptation à ses conséquences, 3) les transferts de technologie, 4) le financement.

Il était donc prévu que la communauté internationale adopte en décembre un traité qui poursuivrait et amplifierait le mouvement de décarbonisation en respectant le principe des "responsabilités partagées et différenciées" selon les pays. Cet objectif semble aujourd'hui hors de portée. De l'avis général des acteurs engagés dans la négociation, on s'oriente plutôt vers un accord politique qui n'induirait l'adoption rapide d'aucun instrument juridiquement contraignant.

Les négociations demeurent dans l'impasse car trois blocs aux logiques et aux intérêts divergents campent sur leur position respective : les États-Unis, le G77/Chine et l'Europe. Première puissance émettrice de gaz à effet de serre (GES), les États-Unis n'ont cependant pas ratifié le protocole de Kyoto et refusent toujours la logique d'un objectif global réparti ensuite entre les pays. En outre, ils demeurent hostiles au système supranational de sanctions qui a été prévu en cas de non-respect des objectifs.

Le groupe des pays africains – les plus touchés par les effets du changement climatique, les moins responsables et les moins bien dotés pour y faire face – exige un résultat équitable et à des négociations transparentes tout en dénonçant les efforts insuffisants des pays industrialisés. Pour sa part, le G77/Chine souligne la nécessité de ressources financières,

qui soient suffisantes et prévisibles. Il insiste également sur la mise au point et le transfert de technologies.

Enfin, au nom de l'Union européenne, la Suède appelle à un accord contraignant, intégrant les éléments essentiels du protocole de Kyoto. Dans le cadre d'un accord global, l'UE s'engage en effet à réduire d'ici 2020 ses émissions de 30% par rapport à 1990 – à condition toutefois que d'autres pays prennent des engagements comparables – et de 80 à 95% en 2050. Les États membres ont néanmoins refusé de chiffrer leur contribution à l'adaptation des pays en développement.

Il ne reste pourtant que 100 mois pour agir. Afin d'empêcher une hausse des températures supérieure à 2°C, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) avait estimé – dans son 4^{ème} rapport – que les pays industrialisés devraient réduire d'ici à 2020 leurs émissions de GES de 25 à 40% par rapport à 1990. Pour l'heure, les pays signataires du protocole de Kyoto proposent des objectifs bien inférieurs, compris entre -16 et -23%. La plupart d'entre eux ne sont même parvenus à respecter les baisses prévues par le protocole – de l'ordre de 5% par rapport aux niveaux de 1990 – voire ont vu leur production de CO2 s'envoler, comme le Canada.

Face à ces blocages, les régions et l'ensemble des autorités locales se mobilisent afin de rendre possible la conclusion d'un accord ambitieux et obtenir la reconnaissance de leur rôle et de leur responsabilité. Fortes d'une légitimité démocratique et d'une capacité opérationnelle, elles ont fondé en 2002 le réseau NRG4SD (réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable) – regroupant plusieurs dizaines de régions des cinq continents – dont la Bretagne assure actuellement la vice-présidence pour l'Europe.

C'est dans ce cadre qu'elle a accueilli le premier sommet mondial des régions consacré au changement climatique à Saint-Malo en octobre 2008 et s'est fortement impliquée dans les négociations internationales à Poznan (décembre 2008), Bonn (juin 2009) et Barcelone (novembre 2009). La Région est également l'un des membres fondateurs d'un programme, piloté par le PNUD, qui associe 50 régions du Nord et du Sud pour échanger les savoir-faire, les compétences et les bonnes pratiques en matière de lutte contre le changement climatique. L'implantation du centre international d'expertise climatique CLIMSAT à Brest à la fin de l'année 2008 a par ailleurs consacré l'engagement et les savoir-faire de la Bretagne.

Les Nations unies souhaitent encourager cette mobilisation car, comme l'a déclaré le secrétaire exécutif de la CCNUCC, Yvo de Boer (photo ci-contre) :



"50 à 80% des actions concrètes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et près de 100% des actions d'adaptation sont conduites au niveau infranational". Acquis à cette approche territoriale le Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a quant à lui affirmé sa volonté de faire reconnaître ce rôle essentiel des régions et des villes lors de la négociation de Copenhague.

La Région Bretagne y sera représentée par son président, Jean-Yves Le Drian, et son vice-président chargé des affaires européennes et internationales, Christian Guyonvarc'h. Ils réaffirmeront ainsi le rôle et la responsabilité historique des régions dans la lutte contre le changement climatique. Ils appelleront aussi les États à surmonter leurs divergences, afin de consolider une action publique internationale qui préserve les équilibres sociaux, territoriaux et générationnels, pour aujourd'hui et pour demain.

Simon Uzenat
Délégué fédéral aux Questions européennes et internationales

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan
 Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
 Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
 Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr
 Site Internet : www.ps56.fr